



PROJET DE MARCHÉ N° B24-10337

OBJET :

CARACTERISATION, REALISATION, VIEILLISSEMENT CLIMATIQUE ET ESSAIS DE LA
TENUE MECANIQUE D'UN ASSEMBLAGE COLLE A LA SIKAFORCE 410L60
(ADEKIT A210)

ENTRE :

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**,
établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège
social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du
Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par
[nom du signataire], agissant en qualité de [qualité/fonction du signataire],

ci-après dénommé « **CEA** »

d'une part,

ET :

La société [à compléter par le soumissionnaire], au capital de [à compléter par le soumissionnaire]
euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [à compléter par le
soumissionnaire], sous le numéro [à compléter par le soumissionnaire], ayant son siège social
[adresse à compléter par le soumissionnaire], et dont l'entité [à compléter par le soumissionnaire]
située [à compléter par le soumissionnaire] exécutera les prestations, représentée par [nom du
signataire à compléter par le soumissionnaire], agissant en qualité de [qualité/fonction du signataire
à compléter par le soumissionnaire],

ci-après dénommée « **Le Titulaire** »

d'autre part.

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » et individuellement par « la Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - PERIMETRE DU MARCHE	4
ARTICLE 4 - DUREE - DELAIS.....	4
ARTICLE 5 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION.....	5
ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DES PARTIES	6
ARTICLE 7 - SUIVI DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 8 - REMISE DES LIVRABLES DOCUMENTAIRES.....	8
ARTICLE 9 - LIVRAISON	9
ARTICLE 10 - CONDITIONS DE RECEPTION (ACCEPTATION DES PRESTATIONS).....	10
ARTICLE 11 - CONFORMITES AUX REGLES FISCALES ET SOCIALES	10
ARTICLE 12 - DISPOSITIONS FINANCIERES	11
ARTICLE 13 - AVANCE	13
ARTICLE 14 - ECHEANCIER DE FACTURATION.....	14
ARTICLE 15 - CONDITIONS DE FACTURATION ET REGLEMENT	14
ARTICLE 16 - PENALITES	15
ARTICLE 17 - SOUS-TRAITANCE	16
ARTICLE 18 - PROPRIETE INTELLECTUELLE	17
ARTICLE 19 - CORRESPONDANTS.....	17
ARTICLE 20 - RESILIATION.....	17
ARTICLE 21 - RESPONSABILITE ET ASSURANCES.....	18
ARTICLE 22 - CONFIDENTIALITE	18
ANNEXE 1 - ANNEXE FINANCIERE	21
ANNEXE 2 - ECHEANCIER SAP.....	22
ANNEXE 3 - PROCES VERBAL DE RECEPTION.....	23

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché a pour objet de confier au Titulaire la caractérisation, la réalisation, le vieillissement climatique et les essais de la tenue mécanique d'un assemblage collé à la SikaForce 410L60 (Adekit A210), ci-après dénommée individuellement « la Prestation », et collectivement « les Prestations », pour les besoins du CEA Le Ripault.

L'assemblage collé concerné est le suivant :

- aluminium EN AW 5083 + **OAST + SP350** / SikaForce 410L60 (ADEKIT A210) / aluminium EN AW 5083 + **OAST + SP350**.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent Marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), avec faisant partie intégrante :
 - le cahier des charges référence DO 198 (ci-après dénommé le Cahier des Charges), ses annexes et ses documents applicables,
- l'instruction SYM S0201 SPP INQ 09000860 A du 21/12/2009 fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur les centres CEA/DAM, complétée par la procédure d'intervention des entreprises extérieures « maîtrise des risques d'interférences » référence SYM D0101 YLR PRO S 05 01 399 D et la procédure d'intervention des entreprises extérieures en secteur pyrotechnique référence SYM D0101 YLR PRO S 05 01 255 A,
- le protocole « Collège des entreprises extérieures intervenant sur le centre du Ripault et au TER » référence SYM D010 YES PRT Q16 01 083 A,
- le règlement intérieur applicable sur le centre Le Ripault, référence SYM D000Y YLR DIR Q19 01 000,
- les Conditions générales d'achat (CGA) de janvier 2022 (téléchargeables sur le site <https://www.cea.fr>, espace Entreprises),
- le Cahier des clauses sociales particulières (C2SP) de janvier 2021 (téléchargeable sur le site <https://www.cea.fr>, espace Entreprises),
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée [à compléter par le soumissionnaire] en date du [à compléter par le soumissionnaire].

Tous les documents cités ci-avant et non joints au présent Marché ou au dossier de consultation sont consultables sur demande au CEA. Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Le présent Marché comprend les annexes suivantes :

- Annexe n° 1 : Annexe financière,
- Annexe n° 2 : Echancier SAP,
- Annexe n° 3 : Procès-verbal de réception.

ARTICLE 3 - PERIMETRE DU MARCHÉ

La part ferme comprend :

- L'approvisionnement de la colle **SikaForce 410L60 (ADEKIT A210)**,
- Des prestations relatives au **lot 1**, soit :
 - Caractérisation de la **colle SikaForce 410L60 (ADEKIT A210)** seule sous **différentes températures** et **différentes sollicitations**.
- Des prestations relatives au **lot 2**, soit :
 - Réalisation, le **vieillissement** en **enceinte climatique** et les **essais de tenue mécanique** de cet assemblage collé et ceci à **différentes températures** et pour **différents types de sollicitations**.
- Des prestations relatives au **lot 3**, soit :
 - Réalisation et les **essais de tenue mécanique** de ce même assemblage aux **températures extrêmes (-10°C, +70°C)**.

ARTICLE 4 - DUREE - DELAIS

4.1 Durée initiale

Le présent marché a une durée maximale de 24 mois, à compter de la notification du marché

4.2 Délais d'exécution

- T0 étant la date de la réunion d'enclenchement du présent Marché,
- T1 étant la date de début de mise en vieillissement du lot 2.

Le Titulaire s'engage à respecter les délais de réception finaux mentionnés ci-après, pour chaque type de Prestation.

4.2.1. Enchaînements des lots

Lot	Objet du lot	Durée
Lot 1	Détermination des propriétés mécaniques de la colle SikaForce 410L60 (ADEKIT A210) sous températures	T0 + 6 mois
Lot 2	Caractérisation de la tenue mécanique de l'assemblage collé en température, en arrachement et cisaillement sans/avec vieillissement climatique préalable	T0 + 24 mois
Lot 3	Caractérisation de la tenue mécanique de l'assemblage collé en température, en arrachement et cisaillement sans vieillissement climatique préalable	T0 + 6 mois

4.2.2. Jalons et livrables du marché

Jalon	Lot concerné	Livrable	Date
1	1	Réalisation des éprouvettes de colle	T0 + 3 mois
2	2 et 3	Réalisation des éprouvettes de cisaillement et d'arrachement de l'intégralité du lot 2 et du lot 3	T0 + 3 mois
3	2	Mise en vieillissement de toutes les éprouvettes de cisaillement et d'arrachement du lot 2	T0 + 3 mois (T1)
4	3	Rapport de synthèse des essais de cisaillement et d'arrachement du lot 3	T0 + 5 mois
5	1	Rapport de synthèse des essais de caractérisation sur la colle SikaForce 410L60 (ADEKIT A210) du lot 1	T0 + 6 mois
6	2	Rapport de synthèse des essais de cisaillement et d'arrachement à 3 mois du lot 2	T0 + 7 mois (T1 + 4 mois)
7	2	Rapport de synthèse des essais de cisaillement et d'arrachement à 6 mois du lot 2	T0 + 10 mois (T1 + 7 mois)
8	2	Rapport de synthèse des essais de cisaillement et d'arrachement à 12 mois du lot 2	T0 + 16 mois (T1 + 13 mois)
9	2	Remise au CEA/LR des éprouvettes vieilles et non testées (tableaux 4, 6, 8)	T0 + 23 mois
10	2	Rapport de synthèse de tous les essais de cisaillement et d'arrachement du lot 2 (t0, 3, 6, 12 et 18 mois)	T0 + 24 mois (T1 + 21 mois)

ARTICLE 5 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION**5.1 Conformité aux normes**

Les Prestations doivent être conformes aux normes de sécurité en vigueur en France et dans l'Union Européenne, notamment au niveau sécurité électrique. Elles doivent présenter une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Elles doivent être en tout point conformes aux dispositions réglementaires prises en application du code du travail.

Tout élément des Prestations doit être accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Sont également joints, les certificats de conformité et toute attestation spécifique ou réglementaire relatifs aux Prestations.

5.2 Mesures relatives à l'exécution des prestations

Le Titulaire doit posséder les qualifications et les autorisations nécessaires relatives à l'exécution du Marché. Les moyens et équipements utilisés pour l'exécution du Marché doivent être conformes à la législation en

vigueur. Il doit détenir les agréments obligatoires nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Dans ces conditions, le Titulaire doit fournir au CEA Le Ripault, l'ensemble des documents (qualifications, autorisations, agréments) attestant de sa capacité à réaliser la prestation.

Le Titulaire est seul responsable vis-à-vis de ses fournisseurs ainsi que de son personnel. Il garantit expressément le CEA de tout recours de ce fait.

Le Titulaire ne peut élever aucune réclamation fondée sur la présence d'autres entreprises dans les locaux où il doit intervenir ; pas plus qu'il ne doit leur causer une gêne en dehors des nécessités de ses propres prestations.

5.3 Matériel du Titulaire

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du Marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

5.4 Moyens mis à disposition par le CEA

Les conditions de mise à disposition de moyens par le CEA sont définies à l'article 19 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis à sa disposition dans le cadre du Marché.

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DES PARTIES

6.1 Obligations du Titulaire

Le Titulaire du marché devra, approvisionner la colle SikaForce 410L60 (ADEKIT A210) et réaliser l'assemblage des différentes éprouvettes. Le CEA/LR demande à ce que toutes les éprouvettes de chaque lot soient assemblées au cours d'une seule et même campagne (même lot de colle, conditions identiques).

6.1.1. *Obligation de résultat*

Les Prestations, objet du présent Marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sont assorties d'une obligation de résultat.

Le résultat est entendu comme la transmission des livrables attendus et leur réalisation conforme aux dispositions du Cahier des Charges. Est exclu le caractère probant des itérations, le cas échéant.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer les prestations dans les délais fixés.

6.1.2. *Obligation de conseil*

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution du Marché qui lui est dévolue à ce titre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelle que nature que ce soit, à lui suggérer les démarches et solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa Prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

6.1.3. *Connaissance des lieux et de l'environnement*

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du présent Marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables, avoir relevé sur place ou avoir demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire, notamment en ce qui concerne le contexte spécifique du présent Marché. Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation.

6.1.4. *Obligations du CEA*

Le CEA prendra en charge la fabrication, ainsi que le traitement de surface des éprouvettes en aluminium.

Une fois les éléments mis à la disposition du Titulaire ; celui-ci en est pleinement responsable jusqu'à la restitution des éléments au CEA.

Le cas échéant, le CEA met à disposition du Titulaire les documents ou informations nécessaires à l'exécution du présent Marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du Marché.

ARTICLE 7 - SUIVI DES PRESTATIONS

7.1 Généralités

Le Titulaire du Marché reste seul responsable vis-à-vis du CEA Le Ripault.

Les Parties s'informent dans les plus brefs délais de la survenance de tout événement susceptible de modifier fortement les conditions d'exécution. Par conséquent, elles s'engagent à trouver une solution permettant de préserver l'intérêt respectif des Parties.

7.2 Réunions

Pour suivre l'exécution du Marché, les Parties tiennent des réunions, dans les locaux du CEA, dont la date de tenue est déterminée d'un commun accord.

7.2.1. *Réunion de lancement*

Une réunion de lancement est organisée suite à la notification du Marché au Titulaire. Celle-ci est notamment l'occasion de :

- présenter les responsables de l'exécution du Marché (Titulaire et CEA) ;
- présenter le fonctionnement du Marché (réponse aux demandes de consultations, retour des accusés de réception, facturation etc.) ;
- répondre à l'ensemble des interrogations du Titulaire.

7.2.2. *Réunion d'avancement*

Pour suivre l'exécution du Marché, les Parties peuvent tenir des réunions dont la date de tenue est déterminée d'un commun accord, conformément au planning d'avancement fourni par le Titulaire et accepté par le CEA.

Ces réunions ont notamment pour objectif de faire un état des lieux :

- de la conformité des Prestations avec la demande du CEA (prix, délais, technicité etc) ;
- de l'avancée des Prestations en nombre et en valeur (suivi par le Titulaire des bons de commande) ;
- des difficultés pouvant être rencontrées au cours de l'exécution des Prestations.

Toutefois, les interlocuteurs techniques peuvent se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou de l'autre Partie par échange de correspondances.

7.2.3. Réunion de fin de Marché (REX)

A la toute fin des missions confiées au titulaire, une réunion peut être organisée pour acter de la fin des obligations nées au titre du présent Marché. Cette réunion a pour objectif de faire un point complet sur l'ensemble des missions réalisées par le Titulaire. Elle peut également être l'occasion au Titulaire de redonner les documents en sa possession qu'il doit retourner au CEA.

7.2.4. Compte-rendu

Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour acceptation dans un délai une semaine suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, le compte-rendu est signé par les Parties et diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne peut faire l'objet d'une diffusion.

ARTICLE 8 - REMISE DES LIVRABLES DOCUMENTAIRES

8.1 Délais de remise des livrables relatif à l'Equiperment

L'attention du Titulaire est attirée sur l'importance attachée à la remise dans les délais fixés des documents techniques relatifs aux Prestations exécutées (rapport d'essais...).

En conséquence, si les livrables ne sont pas remis au titre de la Prestation demandée au Titulaire, celle-ci ne pourra être réceptionnée et par voie de fait ne pourra être facturée.

8.2 Validation des livrables

Le Titulaire soumet les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA dispose d'un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prend en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 10 jours ouvrés. Ces rectifications doivent également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

8.3 Format et support des livrables

Conformément aux dispositions du Cahier des Charges, tous les livrables remis par le Titulaire au CEA sont réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables, transmis au CEA pour validation, sont remis en 3 exemplaires papiers et un exemplaire sous format électronique (dans une version modifiable et une version non modifiable type pdf).

Les livrables validés sont remis au CEA sous la forme de 3 tirages sur support papier et d'un exemplaire sous format électronique.

8.4 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA sont rendus à ce dernier à l'échéance du Marché quelle qu'en soit la raison.

Au titre de l'exécution du présent Marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables documentaires mentionnés dans le Cahier des Charges.

ARTICLE 9 - LIVRAISON

9.1 Lieux de livraison

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, emballage, assurance et déchargement jusqu'à la livraison des échantillons analysés à l'adresse ci-dessous :

CEA Le Ripault
Réception marchandises Bât 605 8h00/12h00
Place Raoul Dautry
37260 MONTS
Palettes EUR ou EPAL Uniquement

9.2 Bon de livraison

Sur chaque colis livré, le Titulaire doit impérativement faire figurer un « bon de livraison » indiquant :

- Le numéro de commande 4600XXXXX,
- L'unité demandeuse (XX),
- Le destinataire final (Yann DEBURCK),
- Le point de déchargement (XX),
- Une désignation succincte de la fourniture/prestation.

Toute livraison dépassant les caractéristiques ci-dessous doit être acheminée par le Titulaire jusqu'au destinataire final situé à l'intérieur du centre CEA :

- Dimension des colis palettisés : Surface maxi : 80 cm x120 cm - hauteur maxi 160 cm (Palettes EUR/PAL),

- Nombre de palettes en livraison simultanée pour un même destinataire : 4,
- Poids autorisé par palette ou colis : maxi 600 kg.

Pour l'accès au bâtiment de livraison du destinataire final situé à l'intérieur du centre CEA, le Titulaire doit faire une demande d'accès dans un délai de 5 jours minimum avant le jour de ladite livraison.

Pour cette demande d'accès les nom, prénom, date et lieu de naissance du livreur seront demandés lors de la prise de rendez-vous.

La livraison donne lieu à la signature contradictoire d'un bon de livraison. Celui-ci ne vaut pas acceptation définitive de la marchandise. En effet, une admission qualitative et quantitative sera effectuée postérieurement à la livraison sur le site conformément à l'article 11 du présent Marché.

ARTICLE 10 - CONDITIONS DE RECEPTION (ACCEPTATION DES PRESTATIONS)

Pour chaque Prestation relevant de la part ferme, les opérations de vérification sont effectuées selon les prescriptions définies au Cahier des Charges et conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception (l'acceptation des Prestations) donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal de réception et signé par les Parties (Cf. modèle en annexe 1).

Dans ce contexte, la prestation peut :

- Etre réceptionnée ;
- Etre réceptionnée avec réserves ;
- Rejetée.

En cas de rejet de la Prestation, le Titulaire devra remédier aux non conformités à ses frais et dans un délai mentionné par le CEA.

La réception emporte transfert de propriété de la Prestation au bénéfice du CEA.

ARTICLE 11 - CONFORMITES AUX REGLES FISCALES ET SOCIALES

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA tous les six mois à compter de la signature du Marché et jusqu'à la fin de l'exécution de ce dernier :

- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 du Code du Travail,
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du Marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecterait pas le présent article, le CEA se réserve le droit de résilier le présent Marché cadre sans formalité judiciaire si le Titulaire, après avoir été mis en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de faire cesser la situation, ne s'exécute pas sans délai.

ARTICLE 12 - DISPOSITIONS FINANCIERES**12.1 Montant du Marché**

Le montant total et ferme des prestations de la partie ferme est fixé à la somme forfaitaire et ferme de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT ([à compléter par le CEA sur la base de l'offre] EUROS HORS TAXES) pour sa durée totale d'exécution.

Ce montant est décomposé comme suit :

- L'approvisionnement matière SIKAFORCE 410L601 s'élève à la somme de XXX euros hors taxes (XXX euros HT),
- Lot 1 s'élève à la somme de XXX euros hors taxes (XXX euros HT),
- Lot 2 s'élève à la somme de XXX euros hors taxes (XXX euros HT),
- Lot 3 s'élève à la somme de XXX euros hors taxes (XXX euros HT).

12.2 Régime fiscal

Le présent Marché est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur.

Chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1er janvier 2023, seront soumis à TVA.

Le Titulaire du présent Marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

12.3 Révision des prix**12.3.1 Généralités**

Les prix des prestations forfaitaires sont réputés être établis aux conditions économiques du mois de réception des offres. Ils s'entendent fermes, forfaitaires et non révisables pour la première année contractuelle. Ils pourront être révisés annuellement à la date anniversaire du Marché, jusqu'au terme de celui-ci.

Au plus tard deux (2) mois avant la date d'anniversaire du Marché, le Titulaire transmet par écrit au CEA une demande de révision des prix avec une proposition de coefficient de révision, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir et basée sur l'application de la formule suivante :

Tous les prix sont référencés aux conditions économiques du mois « m0 » de remise de l'offre, soit XXX 2025.

Les prix intègrent les évolutions prévisibles des conditions économiques, juridiques et sociales.

12.3.2 Méthodologie

Les prix sont révisés selon la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 \times (0,70 \times \text{ICHT-IME} / \text{ICHT-IME0} + 0,30 \text{ Fsd1} / \text{Fsd1}_0)$$

et

$$P = P0 \times C$$

dans lesquelles :

C : coefficient de révision,
 P : Prix révisé,
 P0 : Prix d'origine – mois de remise des offres,

ICHT-IME0 : Valeur de l'indice du coût horaire du travail– industries mécaniques et électriques publié au Moniteur des Travaux publics et du Bâtiment du mois de [sera complété par le CEA lors de l'attribution] (mois de remise de l'offre).
 Identifiant INSEE : 001565183

FSD10 : Valeur de l'indice des Frais et Services Divers (modèle de référence n° 1) publié au Moniteur des travaux Publics du mois de [sera complété par le CEA lors de l'attribution] (mois de remise de l'offre),
 Identifiant Le Moniteur : FSD1

ICHT-IME, FSD1 : dernière valeur connue de ces mêmes indices à la date de transmission de la nouvelle proposition de prix

Après vérification du coefficient calculé, le CEA acceptera ou non ce dernier par écrit. La révision ne pourra être effective qu'après accord écrit du Bureau des Affaires Commerciales (BACO) du CEA Le Ripault sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition du Titulaire

En cas de retard du fait du Titulaire, toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus pourra être rejetée par le CEA.

Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix.

Les parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le présent Marché, les indices de substitution proposés par les pouvoirs publics s'appliqueront de plein droit. Si les indices de substitution ne sont pas encore connus lors d'une révision prévue au Marché, les nouveaux indices s'appliqueront de manière rétroactive à la révision qui n'a pu intervenir du fait de la carence d'indices.

12.3.3 Clause de sauvegarde

Dans le cas où le jeu de l'application de la formule de révision des prix conduirait à une augmentation supérieure à 3% l'an par rapport au prix initial, le Titulaire et le CEA peuvent mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique et de son poids réel sur le coût des prestations. Si les Parties ne trouvent pas d'accord, le CEA se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du Marché.

ARTICLE 13 - AVANCE**13.1 Conditions générales d'octroi des avances par le CEA**

Conformément à la réglementation applicable, les modalités relatives à l'octroi d'avance(s) par le CEA sont les suivantes :

- Si le Titulaire est une PME, au sens de la réglementation applicable, l'avance est accordée si le montant ferme de chaque bon de commande ou du montant plancher est supérieur à 50 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est alors fixé à 30% du montant TTC ferme de chaque bon de commande ou du montant plancher diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.

13.2 Avance accordée au Titulaire

Au titre du présent marché, le montant de l'avance est fixé à 5% ou 30% ou le Titulaire renonce à l'octroi d'une avance ou les conditions d'octroi d'une avance ne sont pas réunies. *A la notification du marché, cette clause sera adaptée, en fonction du statut ou non de PME de l'entreprise retenue.*

13.3 Modalités de paiement et de remboursement

Le paiement de l'avance intervient dans le délai de 30 jours à compter de la réception par le CEA d'une facture de demande d'avance émise par le Titulaire. Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire par le CEA au titre du terme de paiement correspondant à la réception de la Fourniture.

13.4 Avance accordée aux sous-traitants

Une avance est versée, à leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct.

Pour le sous-traitant concerné, le versement de l'avance est effectué suivant les conditions générales d'octroi des avances décrites au paragraphe 9.1 supra. Le remboursement de l'avance débutera trois mois après l'octroi de l'avance, sur chaque terme de paiement jusqu'à apurement de la somme correspondant au montant de l'avance.

Il incombe au Titulaire de répercuter le cas échéant ces conditions relatives à cette avance dans le contrat de sous-traitance correspondant.

Après versement de l'avance, si le Titulaire sous-traite une partie du marché, il rembourse, à la demande du CEA, la part de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct. Ce remboursement sera effectué, au choix du CEA, soit par une facturation séparée soit en s'imputant sur les sommes dues par le Titulaire au titre du prochain terme de paiement.

ARTICLE 14 - ECHEANCIER DE FACTURATION**14.1 Partie ferme**

Les facturations relatives à l'exécution du présent Marché sont établies de la façon suivante :

Approvisionnement matière SIKAFORCE 410L60 :

- 100 % du montant HT associé à la matière au titre du constat d'approvisionnement, et après acceptation des justificatifs associés par le CEA, soit **XXX** euros HT,

Lot 1 :

- 100 % du montant HT du lot 1, au titre de la remise au CEA du rapport de synthèse des essais de caractérisation sur la colle SikaForce 410L60 (ADEKIT A210) du **lot 1**, et après acceptation par le CEA, soit **XXX** euros HT,

Lot 2 :

- 20 % du montant HT du lot 2, au titre de la remise au CEA du rapport de synthèse des essais de cisaillement et d'arrachement à **3 mois** du **lot 2**, et après acceptation par le CEA, soit **XXX** euros HT,
- 20 % du montant HT du lot 2, au titre de la remise au CEA du rapport de synthèse des essais de cisaillement et d'arrachement à **6 mois** du **lot 2**, et après acceptation par le CEA, soit **XXX** euros HT,
- 20 % du montant HT du lot 2, au titre de la remise au CEA du rapport de synthèse des essais de cisaillement et d'arrachement à **12 mois** du **lot 2**, et après acceptation par le CEA, soit **XXX** euros HT,
- 40 % du montant HT du lot 2, au titre de la remise au CEA du rapport de synthèse de **tous les essais** de cisaillement et d'arrachement du **lot 2** (T1, 3, 6, 12 et 18 mois), et après acceptation par le CEA, soit **XXX** euros HT,

Lot 3 :

- 100 % du montant HT du lot 3, au titre de la remise au CEA du rapport de synthèse des essais de cisaillement et d'arrachement du **lot 3**, et après acceptation par le CEA, soit **XXX** euros HT,

ARTICLE 15 - CONDITIONS DE FACTURATION ET REGLEMENT

Les factures dématérialisées sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Pour toute question sur le traitement comptable et la mise en paiement de vos factures, l'adresse mail est la suivante : cea-dam-comptabilite@cea.fr

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 77568501900587,
- le code service : CER-D,
- la référence complète du Marché: **4600xxxx**,
- la référence complète du Marché (numéro d'engagement), à savoir : n°**4600xxxx** de commande SAP
- l'intitulé du Marché,

- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée (cf. annexe n°2).

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Pour les factures concernées, les révisions de prix font l'objet d'une ligne de facturation séparée clairement identifiée comportant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- le prix révisé et le coefficient de révision appliqué.

Toute facture non conforme aux termes du Marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du Marché. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

Pour les prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

Pour toute question sur le traitement comptable et la mise en paiement de vos factures, l'adresse mail est la suivante : cea-dam-comptabilite@cea.fr.

Conformément à la loi PACTE n°2019-486 du 22/05/2019 relative à la croissance et transformation des entreprises, en cas de non dématérialisation des factures par le Titulaire, chaque facture papier doit être adressée en 3 (trois) exemplaires à l'adresse ci-dessous :

CEA/DAM/DCG
SCD/BCD
Bâtiment Dune
Comptabilité fournisseurs
Bruyères-le-Châtel
91297 ARPAJON Cedex

ARTICLE 16 - PENALITES

En cas de retard du Titulaire ou en cas de non-respect par le Titulaire des délais définis par le présent Marché, des pénalités sont appliquées conformément aux dispositions de l'article 24 du chapitre 9 « Délais » des Conditions générales d'achat aux marchés passés par le CEA. (Édition février 2013).

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

Les pénalités définies dans le présent Marché sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total du Marché.

Les pénalités ne sont pas libératoires de la responsabilité du Titulaire. Outre ces dispositions, l'article 39.2 des CGA s'applique au présent Marché.

Chaque fois que le CEA constate une inexécution totale ou partielle, ou une mauvaise exécution du Marché du fait du Titulaire, des pénalités peuvent lui être appliquées dans les conditions ci-après :

DESCRIPTION DEFAILLANCE	PENALITE	COMMENTAIRE
Non-respect des délais d'exécution à l'exclusion de ceux mentionnés pour la garantie et la maintenance	1/1000 du montant hors taxes des prestations	Par jour ouvré de retard
Absence aux réunions : - réunion de lancement, - réunion de démarrage, - réunions semestrielles de suivi, - réunions annuelle de suivi, - réunions annuelle du Plan de Prévention.	1 000 Euros HT	Par constat
Manquement à la sécurité sur une prestation	1 000 Euros HT	Par constat
Mauvaise exécution des prestations (1)	3 000 Euros HT	Par constat

(1) Le CEA est seul juge de l'opportunité de déterminer si ces prestations doivent être recommencées dans le délai prescrit. Les prestations qui ne répondraient pas aux besoins exprimés par le CEA doivent être immédiatement refaites par le Titulaire ou à défaut par un prestataire du CEA aux frais du Titulaire.

ARTICLE 17 - SOUS-TRAITANCE

Selon les dispositions des Conditions générales d'achat applicables aux marchés passés par le CEA, Chapitre 2 - Article 7, le Titulaire a l'obligation de déclarer au CEA les sous-traitants ainsi que le contenu et le montant de leur prestation.

Les sous-traitants retenus sont obligatoirement qualifiés pour le type de travail qui leur est confié. Le Titulaire du Marché ne peut sous-traiter une partie des travaux qui lui sont confiés sans l'accord exprès et écrit du CEA.

La demande d'agrément d'un sous-traitant, doit être impérativement faite par le Titulaire du Marché avant tout début d'exécution des prestations. Le manquement à cette obligation entraîne la résiliation du présent Marché selon les conditions de l'article 39.2 des CGA et peut être suivi de l'expulsion du Titulaire.

En vue d'obtenir cet agrément, le Titulaire remet au CEA par lettre recommandée avec accusé de réception, un formulaire.

L'acceptation du sous-traitant est à la discrétion du CEA qui est libre de la refuser sans avoir à motiver sa décision. L'acceptation ou le refus est signifié par écrit dans un délai de 21 jours de calendrier à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 18 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle qui pourraient naître à l'occasion de l'exécution du présent Marché sont régis par les dispositions de l'article 12 des CGA.


Chaque Partie demeure propriétaire de ses connaissances propres telles que définies à l'article 12 des CGA.

ARTICLE 19 - CORRESPONDANTS

Durant l'exécution des prestations objet du présent Marché, les interlocuteurs du CEA sont :

Au plan technique :


M. Yann DEBURCK

 02.47.34.44.53

E-mail yann.deburck@cea.fr

Au plan commercial et financier :

M. Léo CHESSERON

 02.47.34.43.88

E-mail leo.chesseron@cea.fr

Toutes demandes ou échanges d'information ainsi que tous documents sont impérativement adressés aux correspondants désignés.

Durant l'exécution des prestations objet du présent Marché, les interlocuteurs du Titulaire sont :

Au plan technique :

M/Mme [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]

 [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]

E-mail [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]

Au plan commercial et financier :

M/Mme [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]

 [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]

E-mail [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]

ARTICLE 20 - RESILIATION

Selon les conditions du chapitre 13 des CGA.

ARTICLE 21 - RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Selon les conditions des articles 36 et 39 des CGA

ARTICLE 22 - CONFIDENTIALITE

Le Titulaire s'engage à protéger la confidentialité des informations ou supports du CEA dans les conditions définies à l'article 11 des CGA. Les informations ou supports du CEA portant les mentions « diffusion limitée » ou « confidentiel + portée¹ » sont des Informations Confidentielles.

Si le Marché implique l'échange d'informations ou supports portant la mention « Diffusion Restreinte » entre le CEA et le Titulaire, les conditions définies par les paragraphes infra s'appliquent.

Le Marché est un marché qui implique l'accès ou la détention d'Informations ou Supports Protégés (ISP) de niveau maximum Diffusion Restreinte, au sens de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion Restreinte et sensibles, ainsi qu'au sens de de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 »).

1. En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du Marché la protection des Informations ou Supports Protégés (ISP), qu'il sera amené à gérer dans le cadre de l'exécution du Marché.
2. Le Titulaire reconnaît :
 - avoir pris connaissance :
 - de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 »),
 - de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion Restreinte et sensibles,
 - de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »),
 - des Dispositions applicables aux Titulaires de marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte, référencées SYM S02XX SJD DIR 23000188, dans leur version applicable.
 - qu'il n'a pas à avoir accès ou détenir les Informations et/ou Supports Classifiés (ISC) couverts par le secret de la défense nationale.
3. Le Titulaire s'engage à assurer la confidentialité des ISP, portant la mention « Diffusion Restreinte », auxquels il a accès et/ou qu'il est amené à détenir pour l'exécution du Marché.

¹ La « Portée » vise à caractériser le domaine d'application ou la portée de la diffusion.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation préalable écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit Marché en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des Parties au Marché.

4. Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel (non habilité) appelé sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance :
 - de l'IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
 - de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles.
- de l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les ISP de niveau Diffusion Restreinte qu'il serait amené à connaître ou à détenir ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des Informations et/ou Supports Classifiés (ISC) couverts par le secret de la défense nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seuls les personnels ayant préalablement souscrit la déclaration précitée (ou le cas échéant des personnels habilités) accèdent aux ISP. Le Titulaire s'engage à présenter au CEA la ou les déclarations individuelles mentionnées ci-dessus sur simple demande du CEA.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à respecter la confidentialité des informations ou supports transmis par le CEA et à répercuter à ses personnels cette obligation de confidentialité.

5. Les échanges d'ISP de niveau Diffusion Restreinte par messagerie doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrage par un moyen agréé par l'ANSSI (par exemple l'outil ZoneCentral ou « Zed » de la société PRIM'X Technologies ou l'outil ACID).

S'agissant de la maîtrise des échanges et supports autorisés, les règles suivantes s'appliquent à tous les acteurs du Marché, le CEA, le Titulaire, y compris ses éventuels cotraitant(s) et/ou sous-traitant(s) :

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION LIMITEE OU CONFIDENTIEL + portée (ex « DIFFUSION ORDINAIRE »)
--	----------------------	--

Messagerie électronique	Conteneur chiffré	Conteneur chiffré quand la sensibilité le nécessite (accord préalable CEA avant diffusion)
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, Wetransfer, Google Drive, etc...)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par le CEA DAM (OCSSI) Conteneur chiffré	
En attachement à un service externalisé (WebEx, etc...)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré	Conteneur chiffré quand la sensibilité le nécessite (accord préalable CEA avant diffusion)
DVDrom ou CDrom		

6. En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de prestations du présent Marché est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA.

7. Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit du Marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire et sans préjudice des sanctions prévues par le code pénal.

8. Restitution des informations et supports :

A l'achèvement du Marché, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent Marché.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde, à l'aide d'outils agréés par l'ANSSI.

Si dans le cadre de l'exécution du Marché, le Titulaire est amené à se rendre dans une zone CEA abritant des ISC, le CEA pourra mener préalablement une enquête administrative.

Fait à Monts,

(en double exemplaire originaux)

Pour le Titulaire, le

Pour le CEA, le

ANNEXE 1 - ANNEXE FINANCIERE

Postes	Montant unitaire (en € HT)	Quantité	Total (en € HT)
1 – Approvisionnement matière IKA FORCE 410L60		1	- €
2 – LOT 1		1	- €
3 – LOT 2		1	- €
4 – LOT 3		1	- €
MONTANT TOTAL DU MARCHÉ			- €

ANNEXE 2 - ECHEANCIER SAP

N°Poste	Intitulé	Quantité	FERME / OPTIONNEL
10	Approvisionnement matière SIKAFORCE 410L60	1	FERME
20	LOT 1	1	FERME
30	LOT 2 - Rapport de synthèse des essais (3 mois)	1	FERME
40	LOT 2 - Rapport de synthèse des essais (6 mois)	1	FERME
50	LOT 2 - Rapport de synthèse des essais (12 mois)	1	FERME
60	LOT 2 - Rapport de synthèse de tous les essais	1	FERME
70	LOT 3	1	FERME

L'échéancier est donné à titre indicatif, il peut être modifié à tout moment par le CEA en cours d'exécution du Marché. Le CEA transmet au Titulaire toute nouvelle version dudit échéancier.

ANNEXE 3 - PROCES VERBAL DE RECEPTION**PROCES VERBAL DE RECEPTION**

COMMANDE N° : 4600

DEMANDE D'ACHAT N° :1680

FOURNISSEUR :

OBJET :

Je soussigné, , pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, après avoir procédé à l'examen des prestations exécutées par le Titulaire au titre de la commande sus-désignée en présence de son représentant, déclare que la recette (cocher la case correspondante) :

Partielle ou Intermédiaire	Usine	Sur site du CEA Le Ripault	Finale (après installation, formation ou fin de travaux)

☐ N'est pas prononcée.☐ Est prononcée :☐ Avec réserve(s) :- Sans incidence sur le paiement inhérent à cette recette. ⁽¹⁾- Avec suspension de paiement jusqu'au constat de levée de réserve(s). ⁽¹⁾

Le Titulaire et le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, conviennent que les prestations sous réserves (indiquées en annexe) seront exécutées dans un délai de à compter de ce jour.

☐ Sans réserve avec effet à la date du :

Nota : La date de départ de la période de garantie est celle de la réception sans réserve ou du constat de levée de celles-ci.

A , le

Le Titulaire Le Maître d'œuvre Pour le CEA Le Ripault

CONSTAT DE LEVEES DES RESERVES

Le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault et le Titulaire, ci-dessus désignés, constatent qu'il a été valablement remédié aux malfaçons, omissions et imperfections concernées.

FAIT A , LE

Le Titulaire Le Maître d'Oeuvre Pour le CEA Le Ripault

⁽¹⁾ (rayer la mention inutile)

CONSTATS DES RESERVES

<u>Nature des réserves</u>	<u>Prestations à exécuter</u>

Fait à : , Le

Le Titulaire

Pour le CEA le Pilote de travaux ou de
contrat